

2° les fonctions du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire prévues à la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8);

3° la responsabilité de l'application de la Loi sur l'habitation familiale (chapitre H-1), sauf en ce qui concerne les fonctions du ministre des Finances prévues à cette loi;

4° la responsabilité des effectifs, des activités et des programmes relatifs à ces fonctions, ainsi que des crédits du portefeuille «Affaires municipales et Occupation du territoire» qui y sont afférents;

QUE, conformément à cet article, la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation exerce l'ensemble de ses fonctions et de ses responsabilités au sein du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

67356

Gouvernement du Québec

Décret 986-2017, 11 octobre 2017

CONCERNANT le ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), le ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional ait pour fonctions de seconder la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et d'exercer, sous sa direction, notamment les fonctions suivantes, et ce, en concertation avec les ministres concernés :

1° accompagner les petites et moyennes entreprises en proposant des politiques et des programmes destinés à favoriser la création et le maintien de celles-ci et des programmes pour soutenir l'innovation;

2° mettre en place des mécanismes permettant de réduire les coûts administratifs que doivent supporter les petites et moyennes entreprises, comme un dossier unique et un guichet unique;

3° favoriser le développement économique régional, notamment par le biais des fonds de diversification économique;

4° la responsabilité de l'application de la Politique gouvernementale sur l'allègement réglementaire et administratif – Pour une réglementation intelligente adoptée par le décret numéro 925-2017 du 20 septembre 2017.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

67357

Gouvernement du Québec

Décret 987-2017, 11 octobre 2017

CONCERNANT le ministre délégué à l'Intégrité des marchés publics et aux Ressources informationnelles

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), le ministre délégué à l'Intégrité des marchés publics et aux Ressources informationnelles ait pour fonctions de seconder le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor et d'exercer, sous sa direction, notamment les fonctions de celui-ci à l'égard de la gouvernance et de la gestion des contrats des organismes publics, à l'égard de l'intégrité des marchés publics ainsi qu'à l'égard des ressources informationnelles des ministères, des organismes publics et des entreprises du gouvernement.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

67358

Gouvernement du Québec

Décret 988-2017, 11 octobre 2017

CONCERNANT la ministre déléguée aux Transports

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), la ministre déléguée aux Transports ait pour fonctions de seconder le ministre des Transports, de

la Mobilité durable et de l'Électrification des transports et d'exercer, sous sa direction, notamment les fonctions de celui-ci à l'égard des infrastructures routières de l'Est du Québec et du transport aérien régional.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

67359

Gouvernement du Québec

Décret 989-2017, 11 octobre 2017

CONCERNANT le Conseil du trésor

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 68 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor se compose des ministres suivants :

- monsieur Pierre Arcand;
- madame Lucie Charlebois;
- madame Christine St-Pierre;
- monsieur Stéphane Billette;
- monsieur Sébastien Proulx;

QUE, conformément à cet article, monsieur Pierre Arcand soit désigné président du Conseil du trésor;

QUE, conformément à cet article, madame Lucie Charlebois soit désignée vice-présidente du Conseil du trésor et chargée de présider les séances en cas d'absence ou d'empêchement du président;

QUE, conformément à cet article, les autres ministres soient désignés substitués aux membres du Conseil du trésor;

QUE, conformément à l'article 11 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), les pouvoirs, devoirs et attributions de la vice-présidente du Conseil du trésor, en cas d'absence de celle-ci, soient conférés temporairement à monsieur Sébastien Proulx, membre du Conseil exécutif;

QUE le présent décret remplace le décret numéro 1-2017 du 16 janvier 2017.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

67360

Gouvernement du Québec

Décret 990-2017, 11 octobre 2017

CONCERNANT le Comité ministériel de l'économie, de la création d'emplois et du développement durable

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE les dispositions applicables au Comité ministériel de l'économie, de la création d'emplois et du développement durable soient les suivantes :

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

1. Sont membres du Comité ministériel de l'économie, de la création d'emplois et du développement durable :

— le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord;

— la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et ministre responsable de la Stratégie numérique;

— la ministre du Tourisme;

— le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

— le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

— la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;

— le ministre des Finances;

— le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs;

— le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion;

— la ministre des Relations internationales et de la Francophonie;

— le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports;

— le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale;

— la ministre responsable du Travail;